



Lutter sur un grand pied

L'accord sur la représentativité syndicale signé le 9 avril entre la CGT, la CFDT, le MEDEF et la CGPME est miné par un gouvernement et un président de la République acharnés à dynamiter les droits sociaux. Objectif immédiat : la durée du travail. Alors qu'à l'époque des lois Aubry, le patronat et la droite prétendaient que tout le monde ne chausse pas du 35, voilà qu'ils veulent faire chausser tout le monde du 48.

Pendant ce temps, le prix des carburants augmente de façon régulière et insupportable. Le prix de la nourriture augmente de façon inquiétante : 9,8 % d'augmentation en six mois pour le seul poste lait fromages et œufs de l'INSEE.

Pendant ce temps, les coups pleuvent chaque jour sur les services publics. Chaque jour, ce que le président de la République appelle « réforme » vient arracher davantage le tissu social et déchirer davantage les conditions de la solidarité entre les travailleurs.

La croissance indécente des salaires des patrons du CAC 40 : plus de 58 % de hausse en moyenne, est la partie visible d'un iceberg financier et spéculatif effrayant. C'est le symptôme d'un système fou qui ne récompense que l'enrichissement financier et pousse à l'alimenter sans cesse, alors que cet enrichissement de quelques uns est obtenu en sapant les bases d'un développement social solidaire et équilibré.

Deux exemples.

Un local : Chez Total, le rapport entre le bas et le haut de l'échelle salariale était de 1 à 10 dans les années 70. Il est aujourd'hui de 1 à 400. Combien de morts, de pauvres, de répression, de pollution dans les pays d'extraction du pétrole ?

A Gandrange, Arcelor Mittal ferme le site de son usine : il refuse un plan de modernisation de 40 millions d'euros. Dans le même temps, le chiffre d'affaires augmente de 22 %, le groupe prévoit un retour aux actionnaires de 2,6 milliards de dollars, le patron augmente son salaire de 20 % et il dépense 55 millions d'euros pour marier sa fille.

Modèle, avez-vous dit ?

Au niveau mondial, la FAO estime que l'indice des prix de la nourriture a enregistré une hausse moyenne de près de 40 % en un an. Une quarantaine de pays, africains pour la plupart, connaissent une grave crise alimentaire. Près d'un milliard de personnes ont faim et n'ont pas d'espoir de recevoir assez à manger. Un enfant meurt de faim toutes les cinq secondes.

Le « néo-libéralisme », la société de droit privé, l'Etat au service du profit des très grandes sociétés, particulièrement les sociétés financières, l'organisation de la guerre perpétuelle, la pollution croissante, tout cela montre chaque jour les limites de cette organisation du monde mondialisée. C'est pourtant ce modèle que le président de la République veut imposer avec de plus en plus de brutalité à notre société.

Une de nos missions est d'organiser le refus.

Comme Orwell l'avait prédit, il utilise chaque jour davantage une « novlangue » qui fait dire aux mots le contraire de ce qu'ils signifient et accuse les organisations syndicales de refuser la réforme, de repousser le dialogue, de rejeter l'adaptation à la modernisation du monde.

Sa réforme, c'est effacer les conquêtes sociales et le résultat de luttes séculaires du peuple pour conquérir un peu plus de justice et une meilleure distribution des richesses qu'il produit pas son travail.

Au profit des riches.

Son sens du dialogue, c'est celui d'imposer un rapport de forces qui lui permet de prétendre faire venir les organisations représentatives des salariés autour d'une table pour le seul droit d'accepter sans discussion ses propositions.

Au profit des riches.

Son sens de la modernité le pousse à revenir à une organisation du monde qui date du 19^{ème} siècle, époque de l'accumulation du capital et de l'exploitation forcenée du prolétariat.

Au profit des riches.

De la même façon que l'ont fait nos prédécesseurs dans les luttes syndicales et sociales de cette époque, nous donnons les explications, nous construisons les luttes et nous affirmons que ce vieux néo-monde sera abattu, car il réunit un nombre croissant de victimes dans l'opposition aux conséquences de son organisation.

Notre travail unitaire dans notre courant de pensée est, à la fois de réunir le plus grand nombre de ceux qui ont intérêt à la disparition de cette organisation du monde, à la fois de tenir compte du niveau de perception de la possibilité de changement chez le plus grand nombre d'entre eux, et à la fois de hisser le plus haut possible le niveau de réflexion commune qui permettra une action globale et efficace.

Ils veulent nous faire chausser du 48 ? Nous lutterons sur un plus grand pied et le coup de pied au cul sera plus appuyé !

La signature du relevé de conclusions relatif à la rénovation du dialogue social

Les discussions du CDFN sur ce sujet ont été animées et partagées. L'enjeu est important : d'un côté la disparition du Perben qui permet à la FSU d'envisager avec plus de sérénité la possibilité de se présenter aux élections professionnelles dans les fonctions publiques, l'acquisition du principe d'une représentativité et d'une composition des conseils supérieurs fondées exclusivement sur le vote des personnels, le principe d'accords majoritaires en voix. De l'autre, le risque de paraître conforter une

vision inacceptable de la discussion organisations syndicales / pouvoir, le risque de voir les signatures utilisées pour justifier des reculs permanents, comme ce qui se passe avec les 35 heures.

Des réponses claires : grèves et manifestations unitaires les 10 et 17 juin, actions le 19 dans le supérieur et la recherche

Tout cela exige des réponses claires. Pour ce qui concerne le secrétaire général de la FSU, mis en cause pour sa demande de mandatement pour signer ce texte, il a publié ce matin 3 juin une déclaration qui rend les choses encore plus claires et doit rassurer ceux qui étaient inquiets.

Pour ce qui concerne les salariés et l'action, la CGT, la FSU et Solidaires ont décidé d'une journée de lutte le 10 juin.

« La FSU appelle les personnels à être en grève et à participer massivement aux manifestations le 10 juin dans la Fonction publique à l'appel de la FSU, la CGT et Solidaires contre la RGPP et le projet de loi « mobilité », les suppressions de postes et pour des propositions permettant le développement des services publics. Les revendications en matière d'éducation seront un élément majeur de cette action.

La FSU entend travailler à la construction d'un mouvement sur la durée rassemblant l'ensemble des salariés contre la cohérence des attaques gouvernementales. »

Chaque organisation de la FSU doit travailler au succès de cette journée, même si chaque organisation n'appelle pas, comme le fait le SNAC, à une grève illimitée à partir du 10, à cause des menaces croissantes dans la Culture.

Par ailleurs, la FSU a publié ce 3 juin un communiqué qui appelle les personnels de l'éducation nationale à participer massivement à la grève du 10 juin et à poursuivre la mobilisation dans l'éducation.

Pour ce qui concerne le 17 juin, le bureau national de la FSU appelle à participer en nombre à la journée interprofessionnelle public-privé et aux manifestations de ce jour pour des retraites solidaires, contre l'allongement de la durée de cotisations et contre la déréglementation du temps de travail. La FSU recherchera avec les autres organisations, notamment celles de la Fonction Publique, des décisions unitaires pour assurer la réussite de cette journée. Dans notre département, les discussions intersyndicales d'organisation de cette journée sont en cours.

Le BDFN appelle à poursuivre le débat sur les suites de l'action, y compris sur les possibilités d'initiatives dès la rentrée.

Le BDFN soutient par ailleurs l'initiative menée par les organisations et les personnels du supérieur et de la recherche le 19 juin.

Qui parlait de baisser les bras et de plier les gaules ?

U&A 64, le 3 juin 2008